

Unité départementale du Haut-Rhin
Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 08/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BIMA 83

9 RUE DE L'INDUSTRIE
68700 Cernay

Références : 0006700522_2025_08_28_BIMA83_VIIC_IED_WGC
Code AIOT : 0006700522

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2025 dans l'établissement BIMA 83 implanté 9 RUE DE L INDUSTRIE 68700 Cernay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objet de la présente visite est de vérifier dans le cadre du réexamen IED l'application des meilleures techniques disponibles (MTD) relatives à prévention de la qualité de l'air.

Pour information, l'exploitant a remis son dossier de réexamen le 12 décembre 2023 suite à la publication des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) du BREF WGC (systèmes communs de traitement des gaz dans l'industrie chimique). L'instruction du dossier de réexamen par l'inspection ICPE fera l'objet d'un rapport séparé. Les prescriptions relatives aux décisions sur les conclusions des BREF chimie concernées ici seront applicables à partir du 12 décembre 2026.

Les référentiels réglementaires sont les suivants :

- DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2022/2427 DE LA COMMISSION du 6 décembre 2022 établissant les

conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduels dans le secteur chimique, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles ;

- Arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

L'inspection s'est rendue au niveau de l'ancien atelier MAG, des stockages aériens de produits chimiques et de l'aire de dépotage, aux ateliers F11 et F6.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIMA 83
- 9 RUE DE L INDUSTRIE 68700 Cernay
- Code AIOT : 0006700522
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'usine BIMA, est un site de production de colorant chimique. Le site fournit ces colorants au groupe BIC dont il fait partie, mais également à d'autres clients externes au groupe. Les activités du site sont soumises à autorisation correspondant à un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement qui concourent à la fabrication des colorants. Les activités sont par ailleurs soumises aux directives dites SEVESO (seuil Haut) et IED (pour la fabrication de produits chimiques organiques).

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Plan de Gestion de Solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Rejet de poussières	Décision d'exécution du 06/12/2022, article MTD14	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Gestion des émissions diffuses	Décision d'exécution du 06/12/2022, article MTD23	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats révèlent quatre non-conformités relatives à la canalisation des émissions, au plan de gestion de solvants, au rejet des poussières et à la gestion des émissions diffuses. Malgré une consommation de solvants organiques de 44,730 tonnes en 2024 (en l'occurrence du phénoxyéthanol), supérieure au seuil de mise en place du plan de gestion des solvants définie à une tonne, le

plan de gestion des solvants n'a pas été établi ; une mise en demeure est donc proposée. Concernant les trois autres points, des justificatifs sont demandés à travers le dossier de réexamen et/ou un courrier de réponse, notamment :

- une qualification (substances, polluants rejetés) et le cas échéant une quantification des rejets à l'atmosphère est à réaliser sur l'ensemble des émissaires recensés,
- la comparaison des flux avec la notion de « cheminée virtuelle » est à réaliser aux flux de coupure pour vérifier l'application ou non des NEA_MTD.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Risques chroniques, Canalisation des émissions
Prescription contrôlée : I.-Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : [...] Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés. [...] Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. [...]
Constats : Le plan des émissaires en toiture de l'atelier COLORANT a été transmis à l'inspection. Les émissaires liés au process de fabrication des colorants et deux cheminées liées aux installations de combustion (au nombre de deux chaudières) y sont nettement plus nombreux que les émissaires explicités dans le dossier de réexamen. En effet, ce dernier explicite seulement les rejets des émissaires n°1, 2, 3, 5, 16, 18, 19, 22, 23, 24 , 30 et 43. L'exploitant doit qualifier l'ensemble des émissaires tant sur les polluants susceptibles d'être rejetés que sur les concentrations et flux induits par l'exploitation des installations, ainsi que le fonctionnement synchrone ou non des process source de rejets à l'atmosphère. Par sondage, l'Inspection s'est rendue au niveau de l'atelier F11 mettant en œuvre le seul solvant organique du site (voir constat suivant). Deux émissaires ont été observés sur site, le premier captant sous la hotte les poussières lors du déversement des poudres dans l'un des réacteurs, le second émissaire captant les rejets des deux réacteurs. Ces deux émissaires sont bien identifiés sur le plan susvisé avec les indices respectifs n°16 « aspiration cabine F11 BV3 jaune » et n° 22 «extracteur mécanisé condenseur oblique atelier F11 ».
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit qualifier l'ensemble des émissaires tant sur les polluants susceptibles d'être reje-

tés que sur les concentrations et flux induits par l'exploitation des installations, ainsi que le fonctionnement synchrone ou non des process source de rejets à l'atmosphère. Par ailleurs, le plan des émissaires doit porter une date d'établissement / révision.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Plan de Gestion de Solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28 .1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la qualité de l'air

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

Constats :

En amont du contrôle, l'Inspection a demandé à l'exploitant de lui transmettre son plan de gestion de solvants (PGS), l'exploitant a précisé ne pas avoir réalisé de PGS pour le motif suivant :

« la quantité de solvant diffus a été déterminée par calcul. Aucun PGS n'a été réalisé. La valeur obtenue est très inférieure au seuil mentionné dans le BREF (5t/an pour les solvants non CMR) »

En 2024, l'exploitant a consommé 44,73 tonnes de Phénoxyéthanol. Cette substance est un éther de glycol aromatique de formule semi-développée $C_6H_5O-CH_2-CH_2OH$.

Elle répond donc à la définition de composé organique selon la directive n°1999/13/CE du 11 mars 1999 relative à la réduction des émissions de COV dues à l'utilisation de solvants organiques dans certaines activités et installations industrielles qui dispose :

« tout composé contenant au moins l'élément carbone et un ou plusieurs des éléments suivants : hydrogène, halogènes, oxygène, soufre, phosphore, silicium ou azote, à l'exception des oxydes de carbone et des carbonates et des bicarbonates inorganiques ».

D'après la FDS transmise par l'exploitant dans sa version révisée du 13 juin 2022 du distributeur JO-BACHEM, la pression de vapeur précisée à la sous-rubrique 9.1 est de 0,014 kPa à 20°C. Le composé est donc volatil selon le critère défini en annexe III de l'arrêté du 2 février 1998 ($\geq 0,01$ kPa à 20°C).

En outre, pour répondre à la définition de solvant organique, selon l'annexe III susvisé et le chapitre 1 de la directive IED, le COV doit répondre à un usage (1). Ici, selon la déclaration de l'exploitant, le phénoxyéthanol est utilisé pour dissoudre les matières premières entrantes dans la fabrication des colorants. De fait, il est à considérer comme solvant organique.

Aussi, avec une consommation de solvants supérieure à 1 tonne, l'exploitant doit réaliser un plan de gestion des solvants. Ce plan doit prendre en compte les entrées de solvants de l'installation ainsi que l'évaluation des émissions de COV lors de la fabrication des produits.

Il s'agit d'un bilan matière établi sur une période de 12 mois consécutifs, exprimé en kg ou en tonne de solvant. Les mesures (concentrations et flux) des rejets à l'atmosphère de l'émissaire n°22 « sortie distillation » seront utilement à valoriser.

Post inspection, l'exploitant a indiqué à l'inspection la consommation de solvants (quantité ache-

tée + Delta_stocks). Cette consommation atteint 44,73 tonnes en 2024 et 89,792 tonnes en 2023.
(1) On entend par " solvant organique " tout COV utilisé seul ou en association avec d'autres agents, sans subir de modification chimique, pour <u>dissoudre des matières premières</u> , des produits ou des déchets, ou utilisé comme solvant de nettoyage pour dissoudre des salissures, ou comme dissolvant, dispersant, correcteur de viscosité, correcteur de tension superficielle, plastifiant ou agent protecteur ; »
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Rejet de poussières

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 06/12/2022, article MTD14
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la qualité de l'air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de réduire les émissions atmosphériques canalisées de poussières et de particules métalliques, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques énumérées ci-dessous.</p> <ul style="list-style-type: none"> a) filtre absolu b) absorption c) filtre à manche d) filtre à air à haute efficacité e) cyclone f) précipitateur électrostatique
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection a vérifié la présence de dispositif d'abattement des poussières pour les rejets source d'émission de ce polluant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la hotte en amont du conduit n°16 au droit de l'alimentation en poudres du réacteur primaire de l'atelier F11 est équipée de filtres de type « G4 », tout comme le conduit n°2 ; - la cabine F10b reliée au conduit n°23 est équipée de filtre à cassettes avec mesure de la pression différentielle « DeltaP » pour la commande du dé-colmatage. <p>En référence au constat sur la caractérisation de l'ensemble des émissaires, il devra être démontré que les flux de coupure en intégrant la notion de cheminée virtuelle (somme des flux de même nature) ne sont pas atteints ; à défaut la NEA_MTD s'applique et devra être respectée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La comparaison des flux avec la notion de « cheminée virtuelle » devra être réalisée aux flux de coupure pour vérifier l'application ou non des NEA_MTD.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Gestion des émissions diffuses

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 06/12/2022, article MTD23

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des émissions de COV

Prescription contrôlée :

Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions atmosphériques diffuses de COV, la MTD consiste à appliquer plusieurs des techniques énumérées ci-dessous, selon l'ordre de priorité suivant.

- a) Limitation du nombre de sources d'émissions
- b) Utilisation d'équipements à haute intégrité
- c) Collecte des émissions diffuses et traitement des effluents gazeux
- d) Facilitation de l'accès et/ou des activités de surveillance
- e) Serrage
- f) Remplacement des équipements et pièces présentant un défaut d'étanchéité
- g) Révision et mise à jour de la conception du procédé
- h) Révision et mise à jour des conditions de fonctionnement
- i) Utilisation de systèmes fermés
- j) Utilisation de techniques visant à réduire le plus possible les émissions provenant des surfaces

Constats :

Dans son rapport IED, l'exploitant se considère comme non concerné par la MTD 23, cela doit être justifié. La réalisation du PGS permettra de caractériser les émissions diffuses de COV à l'échelle de l'établissement.

La priorité doit être donnée au rassemblement des émissaires de même nature de substances rejetées.

De même que les rejets de poussières, le cumul des flux des rejets canalisés est à réaliser pour toute cheminée et être comparée au flux de coupure avec intégration des notes de bas de tableau relatif aux substances CMR.

D'après le dossier de réexamen, les émissaires indexées n°1 « sortie laveur Clauger », n°3 « sortie ventilation cuves », n°16 « cabine F11 », et n°23 « aspiration cabine F10bis » sont source de rejets de COV.

Le laveur à solution basique (dit Clauger) complété par un filtre à bougie a pu être observé en site. Il collecte les rejets de la cuve de sulfonation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il revient à l'exploitant de réaliser le cumul des flux des rejets canalisés sur les cheminées et de le comparer au flux de coupure, avec intégration des notes de bas de tableau, relatif aux substances CMR.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois